

Déclaration Préalable

CSEE juin 2022

Madame La Présidente,

Mesdames et Messieurs les élus, et représentants de la direction.

Les résultats des élections législatives en France font apparaître une poussée sans précédent des extrêmes, et la mise en minorité des partis traditionnels de gouvernement.

Ce rejet sans concession démontre à quel point les électeurs sont déboussolés, et en recherche de solutions alternatives au beaux discours et belles promesses que les dirigeants leur serinent depuis des années : « *avec nous il y aura plus de justice* », « *la santé est notre priorité* », « *l'éducation est le socle de la république* », « *la sécurité de tous est l'action numéro un* », « *nous renforcerons votre pouvoir d'achat* » etc etc

Il n'y a qu'à regarder l'état des services publics en France pour comprendre que les promesses n'engagent que ceux qui les écoutent.

Les hôpitaux craquent de partout, l'école publique se vide au profit de l'enseignement privé ; les juges et les avocats se mettent régulièrement en grève, chose inédite, pour alerter l'opinion publique ; les incivilités et les agressions explosent, les Français s'appauvrissent régulièrement, bref c'est très exactement le contraire de ce qui est vanté qui arrive jours après jours.

La politique coercitive envers les Français est toujours faite pour notre bien.

C'est pour une meilleure qualité de soins qu'il faut fermer plus de lits d'hôpitaux, c'est pour une meilleure qualité de vie que l'on réduit les budgets, c'est pour la planète que l'on doit augmenter les taxes vertes, c'est pour notre bien que l'on réduit les libertés.

Cela ne vous rappelle rien ?

Pour la CFE-CGC, il est frappant de voir des similitudes entre ce qui se passe dans l'entreprise France et ce que nous vivons dans l'entreprise Orange.

Dans notre belle société, on ferme des boutiques à tour de bras avec des arguments très positifs, on abandonne des sites pour le bien de leurs occupants, on réorganise les unités et les services, non pas pour faire des économies, pas du tout pour pousser les gens dehors, mais pour qu'ils se sentent mieux au travail. En résumé, Orange préfère enrichir la sous-traitance qu'investir réellement dans l'avenir de ses salariés.

Les conséquences sont graves, et les alertes de la médecine du travail ainsi que des organisations syndicales semblent pour l'instant inaudibles par la direction. Nous qui sommes sur le terrain, rencontrons de plus en plus de salariés fatalistes, désabusés, qui ressemblent traits pour traits aux 54 % d'abstentionnistes qui ne croient plus que l'élite aux commandes va améliorer leurs vies personnelles comme professionnelles.

Ces mêmes élites dirigeantes qui affirmaient changer la gouvernance par davantage de consultation des corps intermédiaire, par l'association de la base à la prise de décision, par la prise en compte des aspirations et des véritables intérêts de chacun, ces mêmes élites donc n'en ont rien fait et découvrent stupéfaites qu'elles sont désavouées dans les urnes !

Chez orange aussi il y a un fossé entre les intentions affichées en matière de dialogue social et la réalité constatée par les représentants du personnel et les salariés.

Les collègues des AE, de GSSO, des UI, des boutiques sont pessimistes pour le futur de leur emploi et stressés dans le quotidien de leur travail. Tout comme à l'AGpro/pme, tout comme à l'unité de service client, tout comme l'ensemble des salariés de l'entreprise.

Ces collègues nous questionnent : comment se fait-il que notre patronne Christel Heydemann s'octroie une augmentation salariale incommensurable et que nous n'ayons que des miettes ?

Les salariés nous interpellent : pourquoi Orange met-elle en place un TPS pour faire partir les seniors, tout en forçant les administrateurs à nommer un quasi-septuagénaire au poste de Président ? Pourquoi Orange abandonne-t-elle les outils informatiques qu'elle a elle-même développé au profit de concurrents américains ?

Nous n'avons pas l'outrecuidance de leur répondre que c'est un mal pour un bien, que c'est pour une meilleure ceci ou une amélioration de cela. Nous ne sortons pas les arguments mille fois entendus ici de « *favoriser le collectif* », « *renforcer les synergies* », « *améliorer la qualité de vie au travail* », « *donner de véritables perspectives à l'horizon xxx...* ».

La CFE-CGC écoute beaucoup le terrain, et comprend que les salariés ont très souvent des solutions pragmatiques, innovantes et bien-sûr à l'opposé de celles de la direction. La CFE-CGC est prête au dialogue avec la direction pour les lui restituer.

Il est urgent qu'un changement de cap, ait lieu, au niveau national comme dans chacune des DO, afin que nous ne revivions pas certains évènements de sinistre mémoire. Le procès en appel de l'ancien PDG de France Télécom Didier Lombard est une nouvelle claque envoyée à la figure des salariés : non seulement ce dernier ne reconnaît aucune part, même minime de responsabilité, mais il rejette la crise sociale de 2009 sur les « petits managers » et sur les responsables RH locaux. « *Je ne suis pas inhumain* » déclare-t-il. Chacun appréciera. Mais en tout cas, on voit qu'il n'a rien compris de ses erreurs.....Espérons que la nouvelle direction actuelle saura tirer les leçons du passé.

Merci de votre écoute